

## Chambre des représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1998 - 1999 (\*)

22 AVRIL 1999

### PROPOSITION DE LOI

#### relative aux institutions culturelles fédérales

#### RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE (1)

PAR  
**M. Robert DE RICHTER**

- (1) Composition de la commission :  
Président : M. Ansoms

A. — Titulaires

C.V.P. M. Ansoms, Mme Creyf,  
MM. Moors, Willems.

P.S. MM. Demotte, Larcier,  
Toussaint.

V.L.D. MM. De Grauwé, Lano,  
van den Abeelen.

S.P. MM. De Richter, Verstraeten.

P.R.L.- MM. Clerfayt, Hotermans.  
F.D.F.

P.S.C. M. Fournaux.

V.B. M. Van den Broeck.

Agalev/M. Deleuze.

Ecolo

B. — Suppléants

MM. Cauwenberghs, De Crem,  
Mme Gardelyn-Debever,  
MM. Pieters, Vermeulen.

Mme Burgeon, MM. Delizée,  
Dighneef, Moock.

MM. Desimpel, Smets,  
Van Aperen, Van Belle.

MM. Bartholomeeuwesen, Cuyt,  
Schoeters.

MM. Denis, Seghin, Wauthier.

MM. Arens, Mairesse.

MM. Geraerts, Lowie.

MM. Tavernier, Wauters.

A. — Vaste leden

C.V.P. H. Ansoms, Mevr. Creyf,  
HH. Moors, Willems.

P.S. HH. Demotte, Larcier,  
Toussaint.

V.L.D. HH. De Grauwé, Lano,  
van den Abeelen.

S.P. HH. De Richter, Verstraeten.

P.R.L.- HH. Clerfayt, Hotermans.

F.D.F.

P.S.C. H. Fournaux.

V.B. H. Van den Broeck.

Agalev/H. Deleuze.

Ecolo

B. — Plaatsvervangers

MM. Cauwenberghs, De Crem,  
Mme Gardelyn-Debever,  
MM. Pieters, Vermeulen.

Mevr. Burgeon, HH. Delizée,  
Dighneef, Moock.

HH. Desimpel, Smets,  
Van Aperen, Van Belle.

HH. Bartholomeeuwesen, Cuyt,  
Schoeters.

HH. Denis, Seghin, Wauthier.

HH. Arens, Mairesse.

HH. Geraerts, Lowie.

HH. Tavernier, Wauters.

C. — Membre sans voix délibérative

V.U. M. Van Hoorebeke.

Voir:

- 50 - 1995 :

- N° 1 : Proposition de loi de Mme Creyf.
- N°s 2 à 5 : Amendements.

– N° 6 : Avis du Conseil d'État.

Voir aussi :

- N° 8 : Texte adopté par la commission.

(\*) Cinquième session de la 49<sup>ème</sup> législature

## Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1998 - 1999 (\*)

22 APRIL 1999

### WETSVOORSTEL

#### betreffende de federale culturele instellingen

#### VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR HET BEDRIJFSLEVEN, HET WETENSCHAPSBELEID, HET ONDERWIJS, DE NATIONALE WETENSCHAPPENDELE EN CULTURELE INSTELLINGEN, DE MIDDENSTAND EN DE LANDBOUW (1)

UITGEBRACHT DOOR  
**DE HEER Robert DE RICHTER**

- (1) Samenstelling van de commissie :  
Voorzitter : de heer Ansoms

A. — Vaste leden

C.V.P. H. Ansoms, Mevr. Creyf,  
HH. Moors, Willems.

P.S. HH. Demotte, Larcier,  
Toussaint.

V.L.D. HH. De Grauwé, Lano,  
van den Abeelen.

S.P. HH. De Richter, Verstraeten.

P.R.L.- HH. Clerfayt, Hotermans.

F.D.F.

P.S.C. H. Fournaux.

V.B. H. Van den Broeck.

Agalev/H. Deleuze.

Ecolo

B. — Plaatsvervangers

MM. Cauwenberghs, De Crem,  
Mme Gardelyn-Debever,  
MM. Pieters, Vermeulen.

Mevr. Burgeon, HH. Delizée,  
Dighneef, Moock.

HH. Desimpel, Smets,  
Van Aperen, Van Belle.

HH. Bartholomeeuwesen, Cuyt,  
Schoeters.

HH. Denis, Seghin, Wauthier.

C. — Niet-stemgerechtigd lid

V.U. H. Van Hoorebeke.

Zie:

- 50 - 1995 :

- Nr. 1 : Wetsvoorstel van mevrouw Creyf.

– Nrs. 2 tot 5 : Amendementen.

– Nr. 6 : Advies van de Raad van State.

Zie ook :

- Nr. 8 : Tekst aangenomen door de commissie.

(\*) Vijfde zitting van de 49<sup>ste</sup> zittingsperiode

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné cette proposition de loi au cours de ses réunions des 19 mai 1998, 16 et 23 mars et 20 avril 1999.

### **PROCÉDURE**

- Le 12 mars 1999, le ministre de la Politique scientifique a présenté, au nom du gouvernement, des amendements (Doc. n° 50/2) tendant à remplacer le texte de la proposition de loi. La commission a décidé de prendre ce texte comme base de discussion.

- Le 23 mars, la commission a décidé, à l'unanimité, d'inviter le président de la Chambre à demander, conformément à l'article 56, 2<sup>e</sup>, alinéa 2, du Règlement de la Chambre, un avis urgent au Conseil d'État au sujet de cet amendement ainsi que de tous les autres amendements présentés à ce moment.

### **I. — EXPOSÉ INTRODUCTIF DE L'AUTEUR DE LA PROPOSITION DE LOI (RÉUNION DU 12 MAI 1998)**

*Mme Creyf*, auteur de la proposition de loi, fait observer que la proposition à l'examen, déposée le 6 septembre 1995, trouve son origine dans une proposition de loi déposée au cours de la précédente législature par M. Stefaan De Clerck (Doc. n° 1085/1 - 1992-1993). Cette proposition a été soumise à l'avis du Conseil d'État et le ministre précédent a chargé M. Brassine de soumettre les trois institutions biculturelles fédérales (ONB, PBA, TRM) à un audit. Il s'est avéré que des aménagements structurels s'imposaient au sein de la structure de gestion des trois institutions qui doivent en outre mieux s'inscrire dans le cadre de la dynamique de la réforme de l'État. Elle renvoie à cet égard aux développements de la proposition de loi à l'examen.

Mme Creyf conclut en faisant observer qu'elle a déjà souvent interrogé le ministre compétent à ce sujet. De nombreux rapports ont été rédigés entre-temps au sujet de plusieurs aspects de la problématique des institutions biculturelles. Le ministre prendra-t-il une initiative à cet égard? Dans la négative, elle propose d'organiser des auditions de représentants du secteur proprement dit qui compte de nombreux spécialistes.

*M. De Richter* partage entièrement le point de vue de Mme Creyf. Les différents groupes ont déjà eu des contacts sur le terrain et le problème a été suffisamment inventorié. Il est urgent de dresser un état de la question et de fixer un calendrier.

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft dit wetsvoorstel besproken tijdens haar vergaderingen van 19 mei 1998, 16 en 23 maart en 20 april 1999.

### **PROCEDURE**

- Op 12 maart 1999 werden door de minister van Wetenschapsbeleid, namens de Regering, amendementen (Stuk nr. 50/2) ter vervanging van de tekst van het wetsvoorstel ingediend. De commissie heeft besloten deze tekst als basis van de besprekking te nemen.

- De commissie heeft op 23 maart eenparig besloten de Kamervoorzitter te verzoeken om over dit evenals over alle andere op dat moment ingediende amendementen een dringend advies van de Raad van State te vragen, overeenkomstig art. 56, 2<sup>e</sup>, tweede lid, van het Kamerreglement.

### **I. — TOELICHTING DOOR DE AUTEUR (VERGADERING VAN 12 MEI 1998)**

*Mevr. Creyf*, auteur van het wetsvoorstel, wijst erop dat dit op 6 september 1995 ingediende wetsvoorstel teruggaat op een in de vorige legislatuur door de h. Stefaan De Clerck ingediend wetsvoorstel (Stuk nr. 1085/1-92/93). Dit laatste werd voor advies aan de Raad van State voorgelegd en bovendien werd de h. Brassine door de vorige minister belast met een toelichting van de 3 biculturele instellingen (NOB, PSK, KMS). Hieruit is gebleken dat structurele aanpassingen nodig zijn in de beheersstructuur van de drie instellingen, die zich bovendien beter moeten kunnen inschrijven in de dynamiek van de Staatsvervorming. Zij verwijst verder naar de toelichting bij haar wetsvoorstel.

Mevr. Creyf besluit dat zij de bevoegde minister al vaak heeft ondervraagd over deze problematiek. Bovendien zijn ondertussen al heel wat rapporten beschikbaar over diverse deelaspecten van de problematiek van de biculturele instellingen. Zal de minister hier een initiatief nemen? Zo niet, stelt zij voor hoorzittingen te organiseren met vertegenwoordigers van de sector zelf, waar veel expertise aanwezig is.

*De h. De Richter* onderschrijft ten volle de benadering van mevr. Creyf. De verschillende fracties hebben reeds contacten gehad met het terrein en de problematiek is voldoende geïnventariseerd. Er dient dringend een stand van zaken opgemaakt en een tijdschema vastgelegd.

*Le ministre de la Politique scientifique* répond que le gouvernement l'a chargé de rédiger un rapport sur l'optimalisation de la gestion des institutions biculturelles. Le 11 juillet 1997, le Conseil des ministres a chargé un groupe de travail interdépartemental (Budget, Fonction publique, Politique scientifique) d'élaborer un avant-projet de loi en vue de conférer une large autonomie administrative et budgétaire aux trois institutions.

Une distinction s'impose cependant. Il ressort des questions posées aux différents conseils d'administration que l'ONB et le TRM ne réclament pas d'aménagements structurels fondamentaux de leur organisation ou de leur mode de gestion. Au PBA, par contre, tant le conseil d'administration que les sociétés affiliées demandent un assouplissement du mode de fonctionnement et une autonomie de gestion élargie. Le groupe de travail a demandé à l'Université de Liège de lui fournir sur ce dernier point un avis examinant le problème sous l'angle du droit public; cet avis a été rendu et va dans le sens de l'amendement proposé. M. Davignon, actuel président du conseil d'administration, a actuellement des discussions à ce propos notamment avec les sociétés affiliées.

Le ministre indique, pour conclure, qu'il prendra encore une initiative législative concernant le Palais des Beaux-Arts au cours de la présente législature, et ce, sur la base des contacts qu'il a eus directement avec le secteur.

## II. — RÉUNIONS DES 16 ET 23 MARS ET DU 20 AVRIL 1999

### A. Discussion générale

*Le ministre de la Politique scientifique* présente un amendement n° 1 (Doc. n° 50/2) visant à remplacer l'intégralité du texte de la proposition de loi (articles 1<sup>er</sup> à 18) par un texte qui se limite à modifier le statut juridique du Palais des Beaux-Arts. Il renvoie à la justification de l'amendement (Doc. n° 50/2, pp. 13 à 22).

*M. De Richter* déplore la technique employée par le ministre, qui dépose en fait un projet de loi sous forme d'amendement.

*M. Vandenbroeck* estime que le Conseil d'Etat doit être consulté sur le texte de l'amendement présenté par le gouvernement.

*Le ministre* marque son accord sur ce point.

*M. De Clerck* déplore également la façon de faire du gouvernement: cela fait déjà quatre ans que la proposition de loi de Mme Creyf a été déposée à la Chambre, mais elle n'a pas été examinée; et voilà que maintenant, juste avant la fin de la législature, le

*De minister van Wetenschapsbeleid* antwoordt dat de Regering hem heeft belast met het opstellen van een verslag over de optimalisatie voor het beheer van de biculturele instellingen. Op 11 juli 1997 heeft de Ministerraad een interkabinettenwerksgroep (Begroting, Openbaar Ambt, Wetenschapsbeleid) opgedragen een voorontwerp van wet uit te werken, met het oog op een verregaande administratieve en budgettaire autonomie van de 3 instellingen.

Nochtans dient een onderscheid te worden gemaakt. Uit de bevraging van de diverse Raden van Bestuur is immers gebleken dat NOB en KMS enerzijds geen fundamentele structurele wijzigingen in hun organisatie en beheersmodus vragen. Bij het PSK anderzijds vragen zowel de Raad van Bestuur als de aangesloten verenigingen een versoepeling van de wijze van functioneren en een grotere beheersautonomie. Over deze laatste vraag werd door de werksgroep een publiekrechtelijk advies gevraagd aan de Universiteit van Luik; dit advies werd uitgebracht en gaat in de richting van het voorgestelde amendement. De h. Davignon, momenteel voorzitter van de Raad van Bestuur, voert momenteel hierover besprekkingen met onder meer de aangesloten verenigingen.

De minister besluit dat hij nog deze legislatuur terzake een wetgevend initiatief zal nemen m.b.t. het Paleis voor Schone Kunsten en zulks op basis van de contacten met de sector zelf.

## II. — VERGADERINGEN VAN 16 EN 23 MAART EN 20 APRIL 1999

### A. Algemene besprekking

*De minister van Wetenschapsbeleid* dient een amendement nr. 1 (Stuk nr. 50/2) in. Dit strekt ertoe de integrale tekst van het wetsvoorstel (art. 1-18) te vervangen door een nieuwe tekst, die zich beperkt tot een wijziging van het juridisch statuut van het Paleis voor Schone Kunsten. Hij verwijst verder naar de toelichting (Stuk nr. 50/2, blz. 13-22).

*De h. De Richter* betreurt de aanpak van de minister, die eigenlijk een wetsontwerp neerlegt onder de vorm van een amendement.

*De h. Vandenbroeck* is van mening dat over de tekst van het amendement van de Regering een advies van de Raad van State dient te worden gevraagd.

*De minister* is het hiermee eens.

*De h. De Clerck* betreurt eveneens de aanpak van de Regering : het wetsvoorstel van mevr. Creyf ligt reeds vier jaar ter tafel in de Kamer maar wordt niet behandeld en nu dient de Regering, vlak vóór het einde van de legislatuur, een amendement in dat ei-

gouvernement présente un amendement qui est en fait un projet de loi. Cette façon de faire est incorrecte et choque l'intervenant. Même s'il est indéniable qu'une initiative était nécessaire depuis bien longtemps, la méthode employée et le moment choisi soulèvent des questions.

L'intervenant juge totalement justifié de demander l'avis du Conseil d'État. Il souhaiterait toutefois que la demande d'avis soit étendue à l'ensemble des amendements présentés.

Sur le fond, l'intervenant estime inadmissible qu'aux termes de l'article 5, les communautés et les régions ne puissent a priori participer au capital de la société qui est constituée. L'intervenant présentera un amendement à ce sujet: si le lien avec les régions et les communautés est rompu, le projet perd sa raison d'être.

M. De Clerck estime par ailleurs que la culture ne saurait être confinée dans des limites (géographiques). Toute politique culturelle doit au contraire tendre à promouvoir des valeurs internationales et universelles.

L'intervenant constate ensuite que l'article 12, qui concerne le comité de direction et donc la question primordiale de la gestion journalière de l'institution, ne comporte aucune référence à la politique artistique ou culturelle, alors que le PBA a essentiellement pour objet d'assurer le rayonnement de la culture et des arts en direction des différentes communautés, de la Belgique et de l'Europe. Or, cette dimension essentielle n'est même pas évoquée dans les statuts, qui constituent pourtant la Bible de la société: qu'en est-il, par exemple, de la programmation cinématographique, des arts plastiques, etc.

*Le ministre* fait observer que le gouvernement a décidé que les communautés et les régions ne pourraient participer au capital de la société. Il avait pourtant proposé qu'il en aille ainsi, mais le Conseil d'État a estimé qu'une telle participation serait inconstitutionnelle, étant donné que les matières biculturelles ne peuvent être rattachées ou identifiées à l'une ou l'autre communauté.

*M. De Richter* se rallie aux critiques formulées par M. De Clerck au sujet de la méthode utilisée par le ministre: le ministre savait probablement fort bien que l'Inspection des Finances donnerait un avis négatif et qu'une demande d'avis au Conseil d'État prendrait beaucoup plus de temps que si la Chambre demandait un avis.

Cette façon de faire est effectivement incorrecte à l'égard de l'auteur de la proposition de loi, Mme Creyf,

genlijk een wetsontwerp is. Dergelijke handelwijze is niet correct en stuit spreker tegen de borst. Hoewel ten gronde zouden enige twijfel reeds lang een initiatief nodig is, roepen de gebruikte methode en de timing vragen op.

De vraag om een advies van de Raad van State is volgens spreker geheel terecht. Graag zag hij de adviesvraag echter uitgebreid tot alle ingediende amendementen.

Ter gronde vindt spreker het onaanvaardbaar dat, luidens artikel 5, Gemeenschappen en Gewesten a priori worden uitgesloten van deelname in het kapitaal van de opgerichte vennootschap. Spreker zal hierover een amendement neerleggen : indien de band met gewesten en gemeenschappen wordt doorgeknipt, gaat de essentie verloren.

Verder is de h. De Clerck van mening dat cultuur onmogelijk kan worden gereduceerd tot (geografische) grenzen. Elk cultuurbeleid dient integendeel te tenderen naar internationale en universele waarden.

Vervolgens vindt spreker in art. 12, dat handelt over het directiecomité en als zodanig over het zeer belangrijke dagelijks bestuur van de instelling, nergens een verwijzing naar het artistieke of culturele beleid. Nochtans bestaat de essentie van het PSK hierin dat het bestaat om cultureel en artistiek uit te stralen, naar de verschillende Gemeenschappen, naar België en naar Europa. Welnu, deze essentiële dimensie vindt men zelfs niet terug in de statuten, die nochtans de Bijbel vormen van de vennootschap : quid bijvoorbeeld met filmprogrammatie, met beeldende kunsten, enz.

*De minister* merkt op dat de Regering heeft beslist dat gemeenschappen en gewesten niet kunnen participeren in het kapitaal van de vennootschap. De minister had nochtans voorgesteld dat dit wel het geval zou zijn, maar de Raad van State vond zulks ongrondwettelijk, omdat de biculturele materies niet kunnen worden teruggebracht tot of geassimileerd met de ene dan wel een andere Gemeenschap.

*De h. De Richter* sluit zich aan bij de kritiek van de h. De Clerck op de door de minister gehanteerde methode : de minister wist waarschijnlijk zeer goed dat de Inspectie van Financiën een negatief advies zou geven en dat een adviesvraag aan de Raad van State ook veel langer zou aanslepen dan wanneer deze Kamer een advies zou vragen.

Deze handelwijze is inderdaad niet correct tegenover de auteur van het wetsvoorstel, mevr. Creyf, die

qui avait déposé un texte équilibré, fruit de nombreux contacts avec les gens du terrain.

\*  
\* \*

*Mme Creyf* estime que le texte du gouvernement présente un certain nombre de difficultés importantes. Tout d'abord, le texte présenté est pratiquement muet sur le projet artistique proprement dit: sa définition est apparemment laissée au comité de direction et au conseil d'administration de la nouvelle société. L'intervenante présentera par conséquent un amendement à l'article 13, afin de prévoir que le contrat de gestion doit décrire la politique artistique à suivre. Le texte est par ailleurs très discret sur les rapports que la société entretiendra avec les sociétés affiliées. Or, ces rapport ont toujours été ambivalents et nébuleux.

Ensuite, le rapport avec les communautés (leur politique culturelle) est très flou. Bien qu'il y ait des raisons de maintenir le caractère fédéral des institutions culturelles fédérales, leur contribution au rayonnement international ne doit quand même pas être négligée. Elle renvoie à son amendement n° 2 (Doc. n° 50/3).

Mme Creyf se demande enfin comment le transfert du personnel sera réglé. Qu'adviendra-t-il du personnel contractuel et comment les équilibres linguistiques seront-ils garantis? Il est évidemment logique que, dans le cadre du service assuré à l'égard des sociétés affiliées et du grand public, toute personne intéressée puisse être accueillie dans sa langue maternelle.

Mme Creyf demande par ailleurs au ministre de préciser quel sera le sort réservé au bâtiment du PBA et si la nouvelle structure disposera de moyens financiers suffisants pour remplir sa mission. Enfin, elle plaide pour que les procédures de nomination se déroulent dans la plus grande transparence.

*Le ministre de la Politique scientifique* marque son accord sur la demande d'avis du Conseil d'État, pourvu que l'on invoque l'urgence.

Il fait observer à l'intention de Mme Creyf que le PBA est une institution biculturelle et fédérale. En cette qualité, le PBA est compétent pour mettre au point une programmation culturelle dépassant le cadre de l'une ou de l'autre communauté. Le statut du PBA ne lui permet dès lors pas de s'inscrire dans la politique culturelle d'une seule communauté.

\*  
\* \*

een uitgebalanceerde tekst had neergelegd, waarover veel contacten met het terrein hadden plaatsgevonden.

\*  
\* \*

*Mevr. Creyf* ziet een aantal belangrijke moeilijkheden in de tekst van de Regering. Ten eerste zegt de neergelegde tekst zo goed als niets over het eigenlijke artistieke project zelf: de invulling hiervan wordt blijkbaar overgelaten aan het Directiecomité en de Raad van Bestuur van de nieuwe vennootschap. Spreker zal dan ook een amendement indienen op art. 13 zodat uit het beheerscontract zal moeten blijken welke artistieke visie wordt gevolgd. Ook over de relatie met de aangesloten verenigingen vindt men zeer weinig terug in de tekst; deze relatie is trouwens altijd al ambivalent en onduidelijk geweest.

Ten tweede, is de relatie met (het cultureel beleid van) de Gemeenschappen zeer onduidelijk. Hoewel er redenen zijn om de federale culturele instellingen federaal te houden, mag men toch de internationale uitstralingsfunctie niet verwaarlozen. Zij verwijst naar haar amendement nr. 2 (Stuk nr. 50/3).

Tenslotte vraagt mevr. Creyf zich af hoe de overdracht van het personeel zal worden geregeld. Wat zal er gebeuren met het contractueel personeel en hoe zal het taalevenwicht worden verzekerd? In het kader van de dienstverlening aan de aangesloten verenigingen en aan het brede publiek is het namelijk vanzelfsprekend dat elke belangstellende in zijn eigen moedertaal kan worden tewoordgestaan.

Daarnaast vraagt mevr. Creyf of de minister het lot van het PSK-gebouw kan toelichten en of de nieuwe structuur over voldoende financiële middelen zak beschikken om zijn opdracht te vervullen. Tenslotte pleit zij voor maximale transparantie in de benoemingsprocedures.

*De minister van Wetenschapsbeleid* kan zich aan-sluiten bij de adviesvraag aan de Raad van State, voorzover hierbij de urgentie wordt ingeroepen.

T.a.v. mevr. Creyf merkt hij op dat het PSK een biculturele en federale instelling is. Als zodanig is het PSK bevoegd voor een culturele programmatie die het kader van de ene of andere gemeenschap overstijgt. Het statuut van het PSK laat dan ook niet toe dat het PSK zich zou inschrijven in het cultureel beleid van één gemeenschap.

\*  
\* \*

La commission décide ensuite à l'unanimité d'inviter le président de la Chambre à demander l'avis du Conseil d'État sur tous les amendements présentés.

#### *B. Discussion des articles et votes*

La commission décide d'abord, à l'unanimité, de prendre pour base de discussion le texte de l'amendement du gouvernement (voir Doc. n° 50/2).

\*  
\* \* \*

#### *Intitulé*

*M. Demotte* présente un amendement (n° 16, Doc. n° 50/4) visant, notamment, à modifier l'intitulé de la proposition de loi. Cette modification découle de la portée de l'amendement, qui vise à insérer un article 21 (nouveau) dans la loi du 30 mars 1995. Par conséquent, l'intitulé de la proposition de loi doit être remplacé par l'intitulé

«Proposition de loi portant création du Palais des Beaux-Arts sous la forme d'une société anonyme de droit public à finalité sociale et modifiant la loi du 30 mars 1995 concernant les réseaux de distribution d'émissions de radiodiffusion et l'exercice d'activités de radiodiffusion dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale» et la proposition de loi, dont le texte actuel (Doc. n° 50/2) formera le titre premier, doit être divisée en deux titres.

L'auteur renvoie à la discussion consacrée à l'article 21 (à insérer).

\*  
\* \* \*

L'amendement n° 16, *partim*, de *M. Demotte* visant à adapter l'intitulé et à diviser la proposition en deux titres est adopté à l'unanimité.

#### *Article 1<sup>er</sup>*

Cet article ne fait l'objet d'aucune observation et est adopté à l'unanimité.

#### *Art. 2*

Cet article ne donne lieu à aucune observation.

Il est adopté à l'unanimité.

De commissie beslist vervolgens eenparig om de Kamervoorzitter te verzoeken om het advies van de Raad van State te vragen over alle ingediende amendementen.

#### *B. Artikelsgewijze bespreking en stemmingen*

Als basis van de besprekking beslist de commissie vooraf eenparig de tekst van het regeringsamendement te nemen (zie Stuk nr. 50/2).

\*  
\* \* \*

#### *Opschrift*

*De h. Demotte* dient een *amendement nr. 16* (Stuk nr. 50/4) in. Dit beoogt o.m. het opschrift van het wetsvoorstel te wijzigen. Deze wijziging vloeit voort uit de strekking van amendement nr. 16, dat een wijziging aanbrengt - via de invoeging van een nieuw art. 21 - in de wet van 30 maart 1995. Bijgevolg dient de nieuwe titel van het wetsvoorstel als volgt te luiden :

«Wetsvoorstel houdende oprichting van het Paleis voor Schone Kunsten in de vorm van een naamloze vennootschap van Belgisch recht met sociale doeleinden en tot wijziging van de wet van 30 maart 1995 betreffende de netten voor distributie voor omroep-uitzendingen en de uitoefening van televisie-omroep-activiteiten in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad» en dient het wetsvoorstel ingediend in 2 titels, waarvan de huidige tekst (Stuk nr. 50/2) Titel I zal vormen.

De indiener verwijst naar de discussie bij het (nieuw in te voegen) artikel 21.

\*  
\* \* \*

Amendement nr. 16, *partim*, van *de h. Demotte* tot aanpassing van het opschrift en tot indeling van het voorstel in 2 titels wordt eenparig aangenomen.

#### *Artikel 1*

Bij dit artikel wordt verder geen opmerkingen gemaakt. Het wordt eenparig aangenomen.

#### *Art. 2*

Bij dit artikel wordt verder geen opmerkingen gemaakt.

Het wordt eenparig aangenomen.

## Art. 3

*Mme Creyf* présente un *amendement n° 2* (Doc. n° 50/3) tendant à remplacer le point 1 de l'alinéa 1<sup>er</sup>, qui définit l'objet social de la nouvelle société, par la disposition suivante:

«1. d'une programmation culturelle pluridisciplinaire et intégrée et de productions qui contribuent au rayonnement européen et international du pays, des communautés et de la capitale et qui ne s'adressent pas exclusivement à une seule communauté;».

L'auteur fait observer que la programmation du PBA doit également s'efforcer de promouvoir ce qui se fait en Belgique, à Bruxelles et dans chacune des communautés. Il ne peut être question de programmer exclusivement des productions étrangères.

*Le ministre* se demande si le législateur fédéral est habilité à décider qu'une institution fédérale doit assurer la promotion (des activités) de l'une ou de l'autre Communauté. On pourrait ainsi promouvoir, sans leur accord, des activités relevant des compétences culturelles des communautés, alors que celles-ci ne sont même pas représentées au sein du conseil d'administration de la nouvelle société. Le ministre présente à son tour un *amendement (n° 6, Doc. n° 50/3)* tendant à remplacer le point 1 du même alinéa par la disposition suivante:

«1. d'une programmation culturelle pluridisciplinaire et intégrée et de productions qui ne relèvent pas de la compétence exclusive de l'une ou l'autre communauté.»

*M. De Clerck* présente ensuite un *amendement n° 5* (Doc. n° 50/3) tendant à remplacer le texte de l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 3 par la disposition suivante:

«La société a pour objet d'élaborer, de coordonner et, le cas échéant, de produire une programmation culturelle intégrée contribuant au rayonnement européen et international du pays, des communautés et de la capitale.

La société peut à cette fin collaborer avec des groupements, des associations ou des sociétés poursuivant le même objet.»

L'auteur renvoie à la justification de son amendement.

*Le ministre de la Politique scientifique* présente ensuite un *amendement n° 10* (Doc. n° 50/4) tendant à remplacer les deux premiers alinéas de l'article 3 de l'amendement du gouvernement (Doc. n° 50/2) par un texte qui définit de manière plus précise l'objet social de la société PBA. Le Conseil d'État avait en

## Art. 3

*Mevr. Creyf* dient een *amendement nr. 2* (Stuk nr. 50/3) in. Dit beoogt, in het eerste lid, dat het maatschappelijk doel van de nieuwe vennootschap omschrijft, het punt 1° te vervangen als volgt :

«1. een multidisciplinaire en geïntegreerde culturele programmatie en producten die bijdragen tot de Europese en internationale uitstraling van het land, de gemeenschappen en de hoofdstad en die zich niet uitsluitend richten tot één gemeenschap».

De indienster merkt op dat het PSK in zijn programmatie eveneens de promotie dient na te streven van wat hier leeft in België, in Brussel en bij elk van de Gemeenschappen. Het kan geenszins de bedoeling zijn exclusief buitenlandse producties te programmeren.

*De minister* vraagt zich af of de federale wetgever bevoegd is om te beslissen dat een federale instelling aan promotie gaat doen van de (activiteiten van de) ene of andere Gemeenschap. Zodoende zou men zonder het akkoord van de Gemeenschappen aan promotie kunnen gaan doen van activiteiten die onder hun culturele bevoegdheid vallen, terwijl ze niet eens zitting hebben in de Raad van Bestuur van de nieuwe vennootschap. Op zijn beurt dient de minister een *amendement nr. 6* (Stuk nr. 50/3) in. Dit beoogt, in hetzelfde eerste lid, punt 1° te vervangen als volgt :

«1. een multidisciplinaire en geïntegreerde culturele programmatie en producties die niet van de exclusieve bevoegdheid van de ene of de andere gemeenschap afhangen».

Vervolgens dient *de h. De Clerck* een *amendement nr. 5* (Stuk nr. 50/3) in. Dit beoogt de tekst van het eerste lid van artikel 3 te vervangen als volgt :

«De vennootschap heeft tot doel het vaststellen, coördineren en desgevallend produceren van een geïntegreerde culturele programmatie die bijdraagt tot de Europese en internationale uitstraling van het land, de gemeenschappen en de hoofdstad.

De vennootschap kan daartoe samenwerken met groeperingen, verenigingen of vennootschappen die hetzelfde doel nastreven.»

De indiener verwijst naar de toelichting bij zijn amendement.

*De minister van Wetenschapsbeleid* dient vervolgens een *subamendement nr. 10* (Stuk nr. 50/4) in. Dit beoogt de eerste twee leden van artikel 3 van het Regeringsamendement (Stuk nr. 50/2) te vervangen door een tekst die nauwkeuriger het maatschappelijk doel omschrijft van de vennootschap PSK. De

effet demandé de préciser cet objet social. Le ministre précise qu'il est ainsi également tenu compte des amendements n°s 2 de Mme Creyf, 5 de M. De Clerck et 6 du gouvernement. Il renvoie pour le reste à la justification circonstanciée du sous-amendement n° 10.

Le ministre fait encore observer que, dans le texte néerlandais de la justification de l'amendement n° 10, plus précisément dans l'alinéa 4, deuxième tiret, cinquième ligne, le mot «*beheercontract*» doit être remplacé par le mot «*overlegcomité*».

*Mme Creyf* fait observer que l'aspect social de la société Palais des Beaux-Arts forme un élément crucial dans la discussion. Elle souligne que le Conseil d'État fait une nette distinction entre les «productions culturelles» et «l'organe» (c'est-à-dire le Palais des Beaux-Arts).

«En réalité, ce qui est réputé fédéral, ce ne sont pas les «productions culturelles», mais l'organe - en l'occurrence le Palais des Beaux-Arts - qui est chargé d'organiser la programmation culturelle et d'assurer ainsi le rayonnement de la culture de chacune des communautés. Il ne serait pas contraire à la répartition des compétences en matière culturelle qu'au Palais des Beaux-Arts un orchestre flamand exécute des œuvres de compositeurs flamands ou wallons ou qu'une troupe théâtrale française joue la pièce d'un auteur d'expression française ou néerlandaise. Si telle est bien l'intention de l'auteur du projet, il faudrait qu'elle soit mieux traduite dans l'objet social de la nouvelle société du Palais des Beaux-Arts.» (Doc. n° 50/6, p. 3).

Autrement dit, selon *Mme Creyf*, les productions programmées peuvent parfaitement tenir compte du rayonnement culturel de l'une ou l'autre communauté: il ne doit donc pas nécessairement s'agir de programmes débordant du cadre de l'une ou l'autre communauté. Cela impliquerait en effet que seules des productions étrangères peuvent être programmées.

*Le ministre* fait observer que le souhait de *Mme Creyf* est rencontré au point 3° de l'alinéa 1<sup>er</sup> (mise à disposition des salles et de l'infrastructure à des associations développant une programmation culturelle qui leur est propre). D'autre part, le Palais des Beaux-Arts a une programmation spécifique: le ministre renvoie aux activités de l'Orchestre national de Belgique.

*Mme Creyf* maintient que l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, proposé, est trop restrictif. Elle présente dès lors un *amendement n° 17* (Doc. n° 50/5) visant à remplacer le 1° par la disposition suivante:

Raad van State had immers gevraagd om dit maatschappelijk doel te preciseren. Zodoende wordt ook tegemoetgekomen aan de amendementen nrs. 2 van mevr. Creyf, nr. 5 van de h. De Clerck en nr. 6 van de Regering, aldus de minister. Hij verwijst verder naar de uitvoerige toelichting bij het subamendement nr. 10.

*De minister* merkt nog op dat in de Nederlandse tekst de toelichting bij amendement nr. 10 meer bepaald in het vierde lid, 1, tweede streepje, vijfde regel, het woord «*beheerscontract*» dient vervangen door «*overlegcomité*».

*Mevr. Creyf* merkt op dat het maatschappelijk doel van de vennootschap PSK een cruciaal element vormt in de discussie. Zij voert aan dat de Raad van State een duidelijk onderscheid maakt tussen «de culturele producties» en «het orgaan» (i.c. het PSK).

«Wat in feite wordt geacht federaal te zijn, zijn niet de «culturele producties», maar wel het orgaan - in casu het Paleis voor Schone Kunsten - dat belast is met de organisatie van de culturele programmatie en aldus garant moet staan voor de uitstraling van het culturele erfgoed van elke gemeenschap. Het zou niet strijdig zijn met de verdeling van de bevoegdheden inzake culturele aangelegenheden dat in het Paleis voor Schone Kunsten een Vlaams orkest werken van Vlaamse of Waalse componisten zou uitvoeren of dat een Franse theatergroep het stuk van een Franstalig of Nederlandstalig auteur zou opvoeren. Als dat inderdaad de bedoeling is van de steller van het ontwerp, zou dat beter tot uiting moeten komen in de bepaling van het maatschappelijk doel van de nieuwe vennootschap Paleis voor Schone Kunsten» (Stuk nr. 50/6 , blz. 14).

Met andere woorden, aldus *mevr. Creyf*, de geprogrammeerde producties kunnen perfect rekening houden met de culturele uitstraling van de ene of de andere Gemeenschap : het dient dus niet noodzakelijk te gaan om programma's die het kader van de ene of andere Gemeenschap overstijgen. Dit zou immers impliceren dat alleen buitenlandse producties kunnen worden geprogrammeerd.

*De minister* merkt op dat aan de wens van *mevr. Creyf*, wordt tegemoetkomen onder het 3° van het eerste lid (ter beschikkingstelling van zalen en infrastructuur aan verenigingen die een eigen culturele programmatie ontwikkelen). Anderzijds heeft het PSK luidens het 1° een eigen, specifieke programmatie : de minister verwijst naar de activiteiten van het Nationaal Orkest van België.

*Mevr. Creyf* blijft het voorgestelde 1° van het eerste lid te beperkend vinden. Zij dient dan ook een *amendement nr. 17* (Stuk nr. 50/5) in. Dit beoogt het 1° te vervangen door volgende tekst :

« des productions culturelles spécifiques à la société PBA qui ne s'adressent pas exclusivement à l'une ou l'autre Communauté».

*Le président demande si, sur la base de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, modifié par l'amendement n° 17, il est, par exemple, possible d'organiser une fête populaire flamande au PBA.*

*Mme Creyf répond par la négative, pour autant qu'une telle fête soit organisée sur la base du 1°, en d'autres termes, en tant que «production propre» du PBA. Elle estime cependant qu'une telle fête pourrait être organisée sur la base de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°.*

\*  
\* \* \*

Les amendements n°s 2 et 6 sont retirés.

L'amendement n° 5 de M. De Clerck est rejeté à l'unanimité.

L'amendement n° 10 du gouvernement, tel qu'il a été modifié par l'amendement n° 17 de Mme Creyf, et l'article 3 ainsi modifié, sont adoptés à l'unanimité.

#### Art. 4

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

#### Art. 5

*Le ministre de la Politique scientifique présente un amendement n° 7 (Doc n° 50/3) tendant à supprimer l'article 5, alinéa 3, qui exclut de la participation au capital de la société toute personne morale de droit public, autre que l'État fédéral, ayant une quelque compétence culturelle. L'amendement n° 12 (Doc. n° 50/4) du gouvernement a la même portée. La participation des communautés reste donc possible, pourvu que le gouvernement prenne une décision en ce sens par voie d'arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.*

*M. De Richter fait observer que cet amendement accorde une délégation de pouvoirs très étendue au gouvernement pour opérer un choix crucial. Cet amendement lui paraît davantage destiné à contourner ce choix qu'à tenir compte d'une observation du Conseil d'Etat.*

«culturele producties specifiek aan de vennootschap PSK die zich niet exclusief richten tot de ene of de andere Gemeenschap».

*De voorzitter vraagt of op basis van het door amendement nr. 17 gewijzigde eerste lid, 1°, het mogelijk is om bijvoorbeeld een Vlaams volksfeest te organiseren in het PSK ?*

*Mevr. Creyf antwoordt ontkennend, voorzover een dergelijk feest op basis van het 1° zou worden georganiseerd, m.a.w. als een «eigen productie» van het PSK. Het lijkt haar wel mogelijk op basis van het 3° van het eerste lid.*

\*  
\* \* \*

De amendementen nrs. 2 en 6 werden ingetrokken.

Amendement nr. 5 van de h. De Clerck wordt eenparig verworpen.

Amendement nr. 10 van de Regering, zoals gewijzigd door amendement nr. 17 van mevr. Creyf, evenals het aldus gewijzigde artikel 3 worden eenparig aangenomen.

#### Art. 4

Bij dit artikel wordt geen opmerkingen gemaakt.

Het wordt eenparig aangenomen.

#### Art. 5

*De minister van Wetenschapsbeleid dient een amendement nr. 7 (Stuk nr. 50/3) in. Dit beoogt het derde lid van artikel 5 - dat andere publiekrechtelijke rechtspersonen met culturele bevoegdheden dan de Federale Staat uitsluit van participatie in het kapitaal van de vennootschap - te schrappen.*

*Amendement nr. 12 (Stuk nr. 50/4) van de Regering heeft dezelfde strekking. Zodoende wordt de mogelijkheid tot participatie door de Gemeenschappen opengelaten, voorzover de Regering daartoe zou beslissen bij een in Ministerraad overlegd Koninklijk Besluit.*

*De h. De Richter merkt op dat dit amendement zodoende een verregaande volmacht verleent aan de Regering m.b.t. een cruciale keuze. Dit amendement lijkt hem minder bedoeld om tegemoet te komen aan de Raad van State dan wel om deze keuze te omzeilen.*

Même si elle a certaines réserves à formuler quant à cette manière de procéder, *Mme Creyf* est néanmoins favorable à la suppression de l'alinéa 3.

L'amendement n° 7 du gouvernement et l'article 5, ainsi modifié, sont adoptés à l'unanimité.

#### Art. 6

Cet article ne donne lieu à aucune observation.  
Il est adopté à l'unanimité.

#### Art. 7

*Le ministre* présente un *amendement n° 13* (Doc. n° 50/4) visant à supprimer l'article 7 et à le remplacer par une disposition prévoyant que «l'objet social de même que la forme juridique de la société ne pourront être modifiés que par la loi». Il s'agit de tenir compte de l'avis du Conseil d'État, qui a qualifié l'article 7 de «superflu».

\*  
\* \* \*

L'amendement n° 13 du gouvernement ainsi que l'article 7, ainsi modifié, sont adoptés à l'unanimité.

#### Art. 8 et 9

Ces articles ne donnent lieu à aucune discussion et sont adoptés à l'unanimité.

#### Art. 10

*Le ministre* présente un *amendement n° 14* (Doc. n° 50/4) visant à préciser, ainsi que l'a demandé le Conseil d'État, que «l'assemblée générale exerce les compétences qui lui sont dévolues par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Elle est notamment chargée de l'approbation de l'inventaire et des comptes annuels».

\*  
\* \* \*

L'amendement n° 14 du gouvernement ainsi que l'article 10, ainsi modifié, sont adoptés à l'unanimité.

#### Art. 11

*M. Van den Broeck* demande des précisions au sujet du § 4, alinéa 2: pourquoi la moitié des membres du premier conseil d'administration ne sont-ils nommés que pour trois ans et non pour le terme normal de six ans?

*Mevr. Creyf* heeft ook bedenkingen bij deze aanpak maar verkiest niettemin de schrapping van het derde lid.

Amendement nr. 7 van de Regering, evenals het aldus gewijzigde artikel 5, wordt eenparig aangenomen.

#### Art. 6

Bij dit artikel wordt geen opmerkingen gemaakt.

Het wordt eenparig aangenomen.

#### Art. 7

*De minister* dient een *amendement nr. 13* (Stuk nr. 50/4) in. Dit beoogt artikel 7 te schrappen en te vervangen door de bepaling dat «het maatschappelijk doel en de juridische vorm van de vennootschap enkel bij wet kunnen worden gewijzigd». Zodoende wordt tegemoetgekomen aan de opmerkingen van de Raad van State, die artikel 7 «overbodig» had genoemd.

\*  
\* \* \*

Amendement nr. 13 van de Regering, evenals het aldus gewijzigde artikel 7, wordt eenparig aangenomen.

#### Art. 8 en 9

Deze artikelen geven geen aanleiding tot besprekking en wordt eenparig aangenomen.

#### Art. 10

*De minister* dient een *amendement nr. 14* (Stuk nr. 50/4) in. Dit preciseert, zoals gevraagd door de Raad van State, dat «de algemene vergadering de bevoegdheden uitoefent die haar zijn toegekend door de gecoordineerde wetten op de handelsvennootschappen. Zij is bevoegd voor de goedkeuring van de inventaris en van de jaarrekeningen».

\*  
\* \* \*

Amendement nr. 14 van de Regering, evenals het aldus gewijzigde artikel 10, wordt eenparig aangenomen.

#### Art. 11

*De h. Van den Broeck* wenst toelichting bij § 4, tweede lid : waarom wordt de helft van de leden van de eerste Raad van Bestuur slechts benoemd voor drie jaar i.p.v. voor de normale termijn van zes jaar ?

*Le ministre* fait observer qu'il n'est pas inhabituel, pour garantir la continuité, de renouveler la moitié d'un conseil d'administration à la moitié du terme normal.

*M. Van den Broeck* infère de cette réponse que l'on n'a donc pas l'intention de prolonger de trois ans la fonction des membres actuels du conseil d'administration.

*Le ministre* souligne qu'il peut s'agir aussi bien de nouveaux membres que de membres en place.

Il présente ensuite un *amendement n° 15* (Doc. n° 50/4) visant à préciser clairement, au § 10, alinéa 3, que le conseil d'administration est compétent pour l'établissement de l'inventaire et des comptes annuels, qui sont toutefois soumis à l'approbation de l'assemblée générale, de même que le rapport de gestion visé à l'article 77 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. L'amendement vise à tenir compte de l'observation formulée en la matière par le Conseil d'État.

\*  
\* \*

L'amendement n° 15 du gouvernement ainsi que l'article 11, ainsi modifié, sont adoptés à l'unanimité.

#### Art. 12

*Mme Creyf* présente un *amendement n° 3* (Doc. n° 50/3) tendant à compléter le § 1<sup>er</sup> par un nouvel alinéa aux termes duquel le comité de direction a notamment pour tâche d'initier la programmation culturelle telle qu'elle est définie à l'article 3. L'auteur estime que le comité de direction doit en effet essentiellement donner corps à la dimension artistique des activités organisées au PBA.

*Le ministre* présente ensuite un *amendement n° 8* (Doc. n° 50/3) tendant, d'une part, à préciser au § 2 qu'au moins un des membres du comité de direction sera choisi sur la base de ses compétences en matière culturelle. L'amendement prévoit d'autre part qu'un membre (au plus) du comité de direction pourra être d'une nationalité autre que la nationalité belge et que, dans ce cas, le nombre de membres pourra être porté de 4 à 5.

\*  
\* \*

Les amendements n°s 3 de Mme Creyf et n° 8 du gouvernement, ainsi que l'article 12, ainsi modifié, sont adoptés à l'unanimité.

*De minister* antwoordt dat, omwille van de continuïteit, een dergelijke vernieuwing van de Raad, halverwege de termijn, niet ongebruikelijk is.

*De h. Van den Broeck* leidt uit dit antwoord af dat het dus niet de bedoeling is om de functie van de huidige leden van de Raad van Bestuur met drie jaar te verlengen.

*De minister* antwoordt dat het zowel om nieuwe als om zittende leden van de Raad van Bestuur kan gaan.

Vervolgens dient hij een *amendement nr. 15* (Stuk nr. 50/4) in. Dit beoogt in § 10, derde lid, van het artikel, duidelijk te stellen dat de Raad van Bestuur bevoegd is voor het opstellen van de inventaris en de jaarrekeningen; deze worden echter ter goedkeuring voorgelegd aan de algemene vergadering, evenals het activiteitenverslag voorzien in art. 77 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen. Zo doende wordt tegemoetgekomen aan de opmerking terzake van de Raad van State.

\*  
\* \*

Amendement nr. 15 van de Regering, evenals het aldus gewijzigde art. 11, wordt eenparig aangenomen.

#### Art. 12

*Mevr. Creyf* dient een *amendement nr. 3* (Stuk nr. 50/3) in. Dit beoogt § 1 aan te vullen met een nieuw lid luidens hetwelk explicet wordt bepaald dat het directiecomité de culturele programmatie, zoals omschreven in art. 3, initieert. Volgens de indienster dient het directiecomité immers in de eerste plaats de artistieke dimensie van de activiteiten binnen het PSK te bevestigen en waar te maken.

*De minister* dient vervolgens een *amendement nr. 8* (Stuk nr. 50/3) in. Dit strekt er enerzijds toe te bepalen, in § 2, dat tenminste één van de leden van het directiecomité wordt gekozen op basis van diens bekwaamheden op cultureel gebied. Anderzijds bepaalt het amendement dat (maximaal) één lid van het directiecomité van een andere dan de Belgische nationaliteit kan zijn; in dat geval wordt het aantal leden van 4 op 5 gebracht.

\*  
\* \*

De amendementen nr. 3 van mevr. Creyf en nr. 8 van de regering, evenals het aldus gewijzigde artikel 12, worden eenparig aangenomen.

**Art. 13**

*Mme Creyf* présente un *amendement n° 4* -(Doc. n° 50/3) tendant à ajouter explicitement dans le § 1<sup>er</sup> que le contrat de gestion contient également une description des lignes de force et des accents spécifiques en matière de programmation culturelle. En d'autres termes, le contrat de gestion doit préciser clairement l'orientation suivie sur le plan artistique.

*Le ministre* présente ensuite un *amendement n° 9*, (Doc. n° 50/3) tendant à préciser au 5<sup>o</sup> que le service multilingue ne sera pas uniquement assuré à la clientèle, mais également aux partenaires de la société.

Par ailleurs, le ministre présente un *amendement n° 11* (Doc. n° 50/4) tendant à remplacer le 1<sup>o</sup> du § 1<sup>er</sup>, qui décrit le contenu du contrat de gestion, par la disposition suivante: «les modalités selon lesquelles la mission de service public de la société, telle qu'énoncée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, sera assurée». Cet amendement vise à tenir compte d'une observation du Conseil d'État.

\*  
\* \* \*

L'amendement n° 4 de Mme Creyf, les amendements n°s 9 et 11 du gouvernement et l'article 13, ainsi modifié, sont adoptés à l'unanimité.

**Art. 14 et 15**

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés à l'unanimité.

**Art. 16**

*Mme Creyf* demande s'il y a eu concertation avec les organisations syndicales représentatives, le statut du personnel subissant en effet des modifications fondamentales.

*Le ministre* répond qu'il y a eu des consultations, mais pas de négociations à proprement parler. En revanche, il a négocié de manière très approfondie avec le président du conseil d'administration.

*M. De Richter* déplore qu'il n'y ait pas eu de négociation avec les syndicats, d'autant que les textes sont muets sur les possibilités de carrière éventuelles offertes à ceux qui gardent un régime statutaire. Il est en effet apparu dans d'autres entreprises publiques «autonomes», et en particulier à la VRT, que des problèmes surgissent lorsque cette question n'est pas

**Art. 13****Art. 13**

*Mevr. Creyf* dient een *amendement nr. 4* in (Stuk nr. 50/3) in. Dit beoogt in § 1 explicet in te voegen dat het beheerscontract ook een beschrijving omvat van de grote lijnen en accenten inzake culturele programmatie. M.a.w. het beheerscontract dient duidelijk te tonen welke artistieke visie wordt gevuld.

*De minister* dient vervolgens een *amendement nr. 9* (Stuk nr. 50/3) in. Dit beoogt in het punt 6<sup>o</sup> toe te voegen dat een meertalige dienstverlening niet alleen aan het cliënteel, maar ook aan de partners van de vennootschap zal worden verzekerd.

Daarnaast dient de minister een *amendement nr. 11* (Stuk nr. 50/4) in. Dit beoogt, in § 1, waarin de inhoud van het beheercontract wordt beschreven, de tekst van het 1<sup>o</sup> te vervangen door de woorden «de modaliteiten volgens dewelke de openbare dienstverlening van de vennootschap, zoals vermeld in art. 3, § 1, zal verzekerd worden». Aldus wordt tegemoetgekomen aan een opmerking van de Raad van State.

\*  
\* \* \*

Amendement nr. 4 van mevr. Creyf en de amendementen nrs. 9 en 11 van de Regering, evenals het aldus gewijzigde artikel 13, worden eenparig aangenomen.

**Art. 14 en 15**

Bij deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Ze worden eenparig aangenomen.

**Art. 16**

*Mevr. Creyf* vraagt of er overleg heeft plaatsgevonden met de representatieve vakorganisaties : het gaat immers om fundamentele wijzigingen in het personeelsstatuut.

*De minister* antwoordt dat wel consultaties hebben plaatsgevonden, maar geen eigenlijk overleg. Er werd wel zeer nauw overlegd met de voorzitter van de Raad van Bestuur.

*De h. De Richter* betreurt dat geen onderhandelingen met de vakbonden hebben plaatsgevonden, te meer daar de teksten niets vermelden over de eventuele doorgroeimogelijkheden voor diegenen die een statutair regime behouden. In andere «autonome» overheidsbedrijven, met name bij de VRT, is immers gebleken dat achteraf allerlei moeilijkheden opduiken.

réglée clairement dès le début. Si des négociations préalables avaient eu lieu, tous les intéressés auraient nettement mieux perçu les implications qu'entraînait le choix d'un régime contractuel ou d'un régime statutaire.

*Le ministre répond qu'il ne sera nullement porté atteinte aux droits acquis de l'actuel personnel statutaire: telle est la portée de l'article 16, § 1<sup>er</sup>.*

Par ailleurs, le § 7 dispose qu'il sera institué, au sein de la société, une commission paritaire conformément à l'article 30 de la loi du 21 mars 1991. Cette commission paritaire pourra donc organiser une concertation permanente, et ce, tant avec le personnel statutaire qu'avec le personnel contractuel.

Le ministre suppose en outre que des négociations ont eu lieu au sein de l'administration du Palais des Beaux-Arts. Le ministre n'est informé de telles négociations que par l'intermédiaire du commissaire du gouvernement, et encore, uniquement lorsque ce dernier juge nécessaire d'en faire rapport. Il tient enfin à souligner qu'il n'existe aucune obligation en matière de concertation préalable: le législateur est en définitive souverain.

\*  
\* \* \*

L'article 16 est adopté à l'unanimité.

#### Art. 17 à 20

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés à l'unanimité.

#### Art. 21 (*nouveau*)

*M. Demotte présente un amendement n° 16* (Doc. n° 50/5) tendant - outre qu'il modifie l'intitulé de la proposition de loi et la divise en deux titres - à insérer un nouveau titre II ne contenant qu'un seul article 21 aux termes duquel l'article 14, alinéa 2, de la loi du 30 mars 1995 concernant les réseaux de distribution d'émissions de radiodiffusion et l'exercice d'activités de radiodiffusion dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale est abrogé.

L'auteur précise que la loi du 30 mars 1995 précisée a transposé en droit belge la directive CEE 89/552 relative à la «télévision sans frontières» pour la région bilingue de Bruxelles-Capitale. Le problème

ken, indien dit niet ab initio duidelijk wordt geregeld. Indien vooraf zou zijn onderhandeld, zou het voor alle betrokkenen veel duidelijker zijn welke de implicaties zijn van de keuze voor een contractueel dan wel voor een statutair regime.

*De minister antwoordt dat geenszins zal worden geraakt aan de verworven rechten van het huidig statutair personeel : zulks is de draagwijdte van § 1 van art. 16.*

Anderzijds bepaalt § 7 dat in de schoot van de vennootschap een paritair comité zal worden opgericht overeenkomstig art. 30 van de wet van 21 maart 1991. Zodoende zal permanent overleg mogelijk zijn in de schoot van dit paritair comité en dit zowel met het statutair als het contractueel personeel.

Verder veronderstelt de minister dat er onderhandelingen hebben plaatsgevonden binnen de administratie van het PSK. De minister verneemt hier alleen iets over via zijn regeringscommissaris en dan nog enkel indien deze laatste oordeelt dat het nodig is om een verslag hierover op te stellen. Tenslotte wenst hij te benadrukken dat er geen enkele verplichting bestaat tot voorafgaand overleg : de wetgever is tenslotte soeverein.

\*  
\* \* \*

Art. 16 wordt eenparig aangenomen.

#### Art. 17 tot 20

Bij deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Ze worden eenparig aangenomen.

#### Art. 21 (*nieuw*)

*De h. Demotte dient een amendement nr. 16* (Stuk nr. 50/5) in. Dit beoogt - naast de wijziging van het opschrift van het wetsvoorstel en de indeling ervan in 2 titels - een nieuwe titel II in te voegen die één enkel nieuw art. 21 bevat, luidens hetwelk het laatste lid van art. 14 van de wet van 30 maart 1995 betreffende de netten voor distributie voor omroepuitzendingen en de uitoefening van televisie-omroepactiviteiten in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad wordt opgeheven.

De indiener verduidelijkt dat vooroemde wet van 30 maart 1995 de Europese richtlijn 89/552/EWG betreffende «grensoverschrijdende televisie» heeft omgezet in Belgisch recht voor het tweetalig gebied

est toutefois que, dans un arrêt du 10 septembre 1996, la Cour européenne de Justice a condamné la Belgique pour le maintien (dans l'article 14, dernier alinéa) de ce double système d'autorisation: cela implique que le câblodistributeur devra demander l'autorisation au ministre compétent lorsqu'il s'agit de programmes de télévision diffusés par un organisme autorisé par un autre État membre de l'Union européenne.

Dans son avis motivé du 15 mars 1999, la Commission européenne met le gouvernement belge en demeure de se conformer sans délai à la directive.

A défaut, des sanctions pécuniaires pour non-exécution de l'arrêt pourraient être infligées.

A partir du 15 mai 1999, il pourrait s'agir d'une astreinte de 7 millions de francs par jour.

*Mme Creyf* ne formule aucune objection de fond en ce qui concerne cet amendement, étant donné que les communautés française et flamande se sont également d'ores et déjà conformées à cet arrêt. Elle déploré toutefois la procédure suivie, qui consiste une fois de plus à insérer subrepticement et à la dernière minute une disposition dans une autre législation qui n'a rien à voir avec elle. Le gouvernement fédéral sait pourtant depuis le 10 septembre 1996 qu'il y a un problème. Cette façon de procéder est indigne du Parlement.

*Le ministre* fait observer qu'il s'agit d'une procédure qui prend énormément de temps, étant donné que cette question doit toujours faire l'objet d'une concertation entre les deux communautés. Il estime en tout cas qu'il est dans l'intérêt du contribuable d'éviter l'astreinte précitée.

*M. De Richter* se rallie à l'observation formulée par *Mme Creyf*. Il lui semble que c'est aller trop loin que d'insérer des dispositions relatives à la télévision transfrontalière dans une proposition de loi relative au PBA. Il estime en tout cas, lui aussi, qu'il s'agit en l'occurrence d'un procédé législatif inadmissible.

\*  
\* \* \*

L'amendement n° 16 de M. Demotte est adopté à l'unanimité.

\*  
\* \* \*

Brussel-Hoofdstad. Problème est echter dat het Europees Hof van Justitie, in een arrest van 10 september 1996, België heeft veroordeeld voor het behoud (in artikel 14, laatste lid) van het dubbel machtingssysteem : dit impliceert dat de kabelmaatschappij aan de bevoegde minister toestemming moet vragen wanneer het gaat om programma's van een omroep gemachtigd door een andere EU-lidstaat.

De Europese Commissie stelt, in haar gemotiveerd advies van 15 maart 1999, de Belgische Regering in gebreke en gelast haar zich zonder verwijl aan de richtlijn te conformateren.

Zo niet kunnen wegens niet-uitvoering van het arrest geldelijke sancties opgelegd worden.

Vanaf 15 mei 1999 zou het kunnen gaan om een dwangsom van 7 Miljoen frank per dag.

*Mevr. Creyf* heeft ten gronde geen bezwaar tegen het amendement vermits ook de Vlaamse en de Franstalige Gemeenschap zich reeds eerder hebben geconformeerd aan dit arrest. Zij betreurt echter de gevolgde procedure, waarbij nogmaals, op de valreep, deze bepaling wordt «binnengesmokkeld» in een andere wetgeving, die hiermee niets te maken heeft. Nochtans weet de federale Regering sinds 10 september 1996 dat er een probleem is. Deze manier van werken is het Parlement onwaardig.

*De minister* merkt op dat het gaat om een bijzonder tijdrovende procedure, vermits hierover steeds overleg nodig is met de twee Gemeenschappen. In elk geval lijkt het hem in het belang van de belastingbetalers om de vermelde dwangsom te vermijden.

*De h. De Richter* sluit zich aan bij de opmerking van *mevr. Creyf*. Het lijkt hem iets te ver te gaan om bepalingen inzake grensoverschrijdende televisie op te nemen in een wetsvoorstel m.b.t. het PSK. Hij is het er in elk geval mee eens dat het hier gaat om een wetgevend werk dat die naam niet verdient.

\*  
\* \* \*

Amendement nr. 16 van de h. Demotte wordt een-parig aangenomen.

\*  
\* \* \*

L'ensemble de la proposition de loi, telle qu'elle a été remplacée par l'amendement n° 1 du gouvernement et telle qu'elle a été modifiée, est ensuite adopté à l'unanimité.

*Le rapporteur,*

*Le président,*

R. DE RICHTER

J. ANSOMS

Het gehele wetsvoorstel, zoals vervangen door het Regeringsamendement nr. 1, en zoals gewijzigd, wordt vervolgens eenparig aangenomen.

*De rapporteur,*

*De voorzitter,*

R. DE RICHTER

J. ANSOMS